

Les dualités du modèle social suédois

Daniel Ankarloo

Maître de conférences en politique sociale, École de Santé et société, Université de Malmö, Daniel.Ankarloo@mah.se.

Cerner le problème : viabilité ou effet

Dans le débat politique et scientifique dominant sur l'État-providence en général et le modèle de protection sociale suédois en particulier, la question importante est celle de la viabilité des différents modèles de protection sociale (à la lumière des évolutions démographiques, de la mondialisation, du multiculturalisme, de la citoyenneté, etc.). Mais je crois que la question fondamentale n'est pas de savoir si le modèle suédois est viable mais s'il fonctionne. En bref, on ne devrait pas évaluer le modèle sur la base de sa survie future (c'est-à-dire sur la base de ses caractéristiques spécifiques) mais sur la base de son bon fonctionnement (c'est-à-dire sur la base des effets ou des résultats). Dans une perspective socialiste, on ne peut évaluer ces résultats qu'à la lumière des « valeurs » socialistes telles que l'égalité (tout à la fois en termes de classes, sexe et appartenance ethnique), la liberté en tant que contrôle social, le pouvoir des peuples (la « démocratie »), etc.

Tel qu'on l'entend habituellement, le modèle suédois d'État-providence est considéré comme un exemple de « réformisme socialiste » : « un régime socialiste démocratique ». Dans ce cadre, le problème, ce n'est pas seulement que la Suède demeure un État-providence capitaliste mais plutôt la fausse appellation de « réformisme ». Le contraire du réformisme est habituellement décrit comme socialisme révolutionnaire (« antidémocratique »). Toutefois, ces concepts n'ont de sens qu'en tant que stratégies différentes pour atteindre le même objectif (c'est-à-dire le socialisme).

Toutefois, selon moi, la véritable pomme de discorde au sein de la gauche se rapporte à différentes ontologies du capitalisme, du socialisme et, par conséquent, de l'État-providence. Ainsi le modèle de protection sociale en Suède n'est pas avant tout une stratégie réformiste mais une compréhension ontologique du capitalisme et du socialisme comme collaboration de classe, c'est-à-dire l'idée que le socialisme se développe à partir du capitalisme, de l'intérieur, avec la socialisation de la consommation et de la grande distribution. Le socialisme est considéré comme l'issue « rationnelle » du capitalisme, comme la réalisation « complète » ou « radicale » des idées libérales de liberté et d'égalité qui ont échoué jusqu'à présent. Le « socialisme » peut donc être réalisé

de concert avec le capital plutôt qu'en opposition avec lui. Dans cette optique, l'opposé de la collaboration de classe n'est pas la révolution mais l'ontologie de la lutte des classes, c'est-à-dire l'idée que le socialisme ne peut être réalisé que contre le capital – comme renversement total des relations sociales capitalistes. Là réside la véritable divergence de l'opinion au sein de la gauche aujourd'hui, en ce qui concerne le rôle de l'État-providence.

La voie politico-sociale vers le socialisme

À propos des questions évoquées ci-dessus, je voudrais souligner que la spécificité du modèle social suédois ne réside pas dans le modèle lui-même mais dans l'image politique reflétée par ce modèle. L'État-providence suédois dans la période de l'après-guerre a été perçu comme une stratégie particulière en direction du socialisme (« la Maison des peuples »), ce que j'ai appelé « La voie politico-sociale vers le socialisme ». Ce projet politique était le suivant :

- a. Collaboration de classe et « consensus » : l'idée que l'État-providence est la transformation rationnelle, graduelle de la société capitaliste – qui (de façon presque invisible mais inévitable) conduira finalement au socialisme. Ce but est atteint par :
- b La socialisation de la consommation plutôt que la socialisation de la production. Le modèle suédois est un modèle dans lequel le capital privé possède les moyens de production, mais où des syndicats forts et un État (social-démocrate) fort socialisent la consommation par le biais de négociations salariales et de taxes, de systèmes de sécurité sociale et « la socialisation de la famille » (soins quotidiens, services sociaux). C'est considéré comme la voie de la réalisation progressive de l'égalité économique et sociale. Le socialisme est décrit comme « juste distribution » (et nous savons ce que Marx pensait de ce slogan !).
- c. La primauté du secteur public : puisque le capital possède les moyens de production, le secteur public est considéré comme à la source des premières institutions qui permettent de réaliser le socialisme. La vulgate sociale-démocrate traditionnelle parle de cela comme étant « les États contre les marchés » et défend l'idée que « le marché est un bon serviteur mais un mauvais maître ». L'État se situe donc dans l'ontologie de la collaboration de classe – comme quelque chose de neutre – dont peuvent s'emparer démocratiquement les partis de la classe ouvrière pour parvenir au socialisme.
- d. La solution nationale : à partir du moment où l'État-providence est la voie vers le socialisme, l'État-nation, comme lieu de protection sociale, devient la solution pour le socialisme. La rhétorique du socialisme comme politique de classe et pouvoir des travailleurs est remplacée par une vision du socialisme comme réalisation de la « pleine citoyenneté » de tous les citoyens (voir T.-H. Marshall). En Suède, le socialisme est

décrit en termes gradués : tout d'abord « le politique », ensuite « le social » et enfin « la démocratie économique ».

Non pas un modèle suédois de protection sociale, mais trois

Selon le point de vue le plus fréquent, le modèle suédois de protection sociale est décrit comme le principal exemple d'un « état social institutionnel » ou comme un régime d'État-social « démarchandisé » (Esping-Andersen). Dans le débat politique suédois, on fait souvent référence à une « protection sociale générale ». Toutefois, le modèle social suédois comprend (au moins) trois systèmes différents, avec des logiques différentes.

Des services sociaux financés par les impôts et faisant partie des droits sociaux des citoyens. C'est ce qui se rapproche le plus de l'idée d'un modèle de protection sociale universelle. Néanmoins, en termes de résultats, ces services sociaux en Suède ont de plus en plus de difficulté à empêcher dans ce modèle l'accroissement des différences régionales, les différences de classes et les différences basées sur le revenu.

Une sécurité sociale basée essentiellement sur les salaires de la main-d'œuvre et une forme de « workfare » plutôt que de « welfare » (protection sociale) — à la fois en termes de qualification pour entrer dans le système et de paiements accordés par le système. C'est un système national financé par le biais de « cotisations sociales » (« sociala avgifter ») déduites du salaire. « Arbetslinjen » (« la ligne du travail ») est la principale caractéristique de cette partie du modèle.

La protection marginale/sélective qui consiste à évaluer les moyens et les besoins. Elle est fondée sur l'impôt — mais généralement administrée et financée au niveau local. En termes de coûts, elle ne concerne qu'une très petite partie des dépenses sociales.

Les limites de la « démarchandisation »

Au sein de la gauche suédoise et de la social-démocratie, les idées d'Esping-Andersen de protection sociale en tant que « démarchandisation » et « le régime social-démocrate de protection sociale » comme étant le modèle le plus « démarchandisé » sont très populaires. Cependant j'opposerai l'idée que cette démarchandisation ne concerne que les cas individuels et le niveau de la distribution. Au niveau de la production collective, la Suède est une société profondément marchande dans la mesure où les caisses de protection sociale, tant en termes de financement que de qualification, dépendent de plus en plus de la (re-) marchandisation de la force de travail à un niveau collectif. « S'engager pour le plein-emploi », le cri de guerre de la social-démocratie suédoise, implique une société de plein-emploi salarié.

Les limites des critiques néomarxistes de l'État-providence :

Les critiques néomarxistes communément admises sur la protection sociale peuvent en gros se diviser en trois catégories différentes :

- a. L'idée que l'État-providence corrompt (ou l'État-providence pot-de-vin) : l'État remplit la fonction de légitimation du capitalisme et achète ainsi la classe ouvrière pour qu'elle accepte le système (corrélée à l'idée de régimes fordistes de production et aux idées de « consommation de masse ») ;
- b. La crise budgétaire de l'État (par exemple, James O'Connor) : l'État-providence est porteur d'une contradiction en ce sens que la « fonction de légitimation » est encombrée par des dépenses croissantes de l'État avec un budget en déséquilibre, aboutissant à la longue à une crise fiscale de l'État (l'idée de compression des bénéfiques, « profit squeeze ») ;
- c. La critique marginale de l'État-providence : c'est la tendance de la Nouvelle Gauche à critiquer l'État-providence parce qu'il s'attaque aux marges de la société (par exemple, sur la base du sexe, de l'origine ethnique, de l'orientation sexuelle) ou au niveau des marges du système (politiques contre le crime, la drogue, etc.) C'est souvent la conséquence de l'idée évoquée ci-dessus au point a., c'est-à-dire que la grande majorité bénéficie de l'État-providence et accepte ainsi le capitalisme... (les variantes des critiques d'aliénation « humaniste », si populaires dans les années 1960 et les années 1970, en sont un sous-groupe.)

En dépit de tous leurs mérites partiels, toutes ces perspectives fournissent une base faible pour une critique contemporaine marxiste de l'État-providence suédois.

En ce qui concerne le point a (ce que j'appelle « Hyena marxisme »), l'histoire du mouvement ouvrier pointe l'autre direction : plus la classe ouvrière a réalisé de réformes en matière de protection sociale, plus nous sommes devenus radicaux et anticapitalistes. En ce qui concerne le point b, la Suède et les autres régimes sociaux-démocrates de protection sociale ont des budgets publics très stables. Il n'y a tout simplement pas de « crise financière » de l'État. En ce qui concerne le point c, cette forme de critique de l'État-providence a, au mieux, relégué tout à la fois cette critique et la gauche marxiste à la marge de la société ; au pire, elle conduit à une forme spécifique de « gauchisme Armée du Salut », qui transforme la critique sociale du capitalisme en une conception de la société dans laquelle les « nantis » ressentent de « l'empathie » pour « les pauvres » et les « malheureux » – plutôt qu'une classe ouvrière basée sur la solidarité.

Ce qui m'amène à la stratégie.

Les stratégies actuelles de la gauche pour relever le défi de l'État-providence

Je répartirai ici les différentes stratégies en trois groupes :

« La troisième voie » (Giddens - blairisme, « Neue Mitte »...). Cette stratégie adapte son « socialisme » à ce qui est perçu comme possible à l'ère de la mondialisation, parfois sous une terminologie moderniste ou post-moderniste comme « pluralisme », « société civile », « travail en commun », « responsabilisation »...

« La politique sociale mondiale (incluant ses versions européennes, « l'Europe sociale »). Une sorte de pseudo-internationalisme qui, dans sa forme la plus connue, trouve son fondement philosophique dans l'*Empire* de Hardt/Negri, mais qui est aussi fréquent dans une bonne partie de la littérature sur la mondialisation et les idées de citoyenneté mondiale (par exemple, Ramesh Mishra, David Held...)

La dissolution et la « réhabilitation » de « l'État-providence national » (par exemple Attac, la taxe Tobin, la gauche anti-européenne...), qui est la forme la plus commune de « défense » du modèle suédois au sein de la gauche en Suède...

Pour résumer ma pensée, je soutiens que toutes ces stratégies souffrent de certaines limites : elles acceptent les fondements théoriques et politiques de la « voie politico sociale vers le socialisme » – mais elles ne parviennent pas à aller au-delà. Les trois stratégies actuelles tentent implicitement ou explicitement de répondre à la question de savoir comment parvenir à une forme stable et solide d'« État-providence » pour l'avenir. C'est aussi la raison pour laquelle le débat en est venu à mettre autant l'accent sur la « viabilité » et la « stabilité » du modèle de l'État-providence en Suède (et ailleurs en Europe ?...). Plus sérieusement, toutes ces stratégies tendent à s'appuyer sur deux exagérations dans la perception du modèle suédois. Tout d'abord, l'exagération de l'idée d'égalité – en fait, la Suède n'a jamais été une société égalitaire (juste un peu moins inégalitaire que les autres) et elle n'a jamais été en voie de le devenir. Deuxièmement, l'exagération des « changements systématiques » actuels (« systemskiftet ») dans le modèle. Toutefois, la plupart des recherches sur la question, à la fois en Suède et dans le reste de l'Europe, ont montré (voir Francis Châteaux, Paul Pierson, Leibfried et alii, Heikillä et alii, Palme et alii...) de façon surprenante que les modèles sociaux européens ont très peu évolué de façon systématique. En outre, la règle semble être la divergence plutôt que la convergence.

Mais si la question elle-même était mauvaise ? S'il n'y avait pas de modèle d'État-providence « viable » ou « stable » durant la phase actuelle du capitalisme ?

Grandes lignes d'une alternative à l'idée dominante concernant la relation socialisme – « État-providence »

Je veux faire ici deux distinctions pour tenter de sortir de l'impasse du débat au sein de la gauche suédoise et du mouvement ouvrier :

1. Le modèle de protection sociale en Suède n'est PAS le socialisme, il n'est même pas une voie vers le socialisme. Toutefois, les luttes actuelles pour la protection sociale en Suède sont vitales pour le mouvement vers le socialisme dans son ensemble. Une des raisons – et non la moindre – étant que ces luttes populaires pour défendre les institutions du modèle d'État-providence en Suède sont presque spontanées et ont une fonction politique et sociale unificatrice.
2. Il n'y a pas de modèle stable de protection sociale pour réaliser le socialisme ou même les valeurs socialistes telles que l'égalité et la sécurité sociale. Ce qu'on sait du modèle suédois suggère le paradoxe suivant : comme modèle, l'État-providence suédois reste tout à fait stable et viable en atteignant certains objectifs socialistes tels que l'égalité et la sécurité sociale ; toutefois, le modèle de protection sociale est très clairement en échec. Les inégalités de revenus, l'insécurité sociale, la « flexibilité » du marché du travail, etc., caractérisent toujours plus la société suédoise, en dépit de la stabilité du modèle. En tant que modèle viable, le cas suédois reste un succès ; en ce qui concerne les résultats, il est toutefois en échec.

Cela m'amène à la conclusion politique – ou plutôt à un changement de point de vue :

Les stratégies politiques de gauche et les correctifs qu'elles proposent aux orientations actuelles (ou crise ?) du modèle suédois ne devraient pas dépendre de la façon dont nous percevons un modèle de protection sociale possible et stable pour l'avenir (de toute façon, il n'y en a pas ; alors nous pouvons cesser de le chercher !), ni même de notre perception de ce qu'est finalement le socialisme. Le lien établi par l'ontologie de la collaboration de classe et la voie de la « politique sociale vers le socialisme » entre les modèles actuels de protection sociale et notre vision d'une société socialiste d'égalité, de liberté et de pouvoir des peuples peut ainsi être rompu. C'est-à-dire que les politiques actuelles de la gauche en ce qui concerne les modèles de protection sociale n'ont même pas besoin de ressembler à ce que nous croyons être les traits dominants de la société socialiste ; la seule « échelle de mesure » que nous devons garder en tête est l'unification et le renforcement du mouvement ouvrier et de la gauche dans son ensemble, ultime condition pour le socialisme. C'est seulement dans cette perspective que les luttes actuelles pour la protection sociale ont une valeur pour le socialisme – en particulier en Suède. Si l'on admet cela, alors les stratégies pour protéger et développer les réalisations du modèle de l'État-providence suédois deviennent aussi indépendantes du

lieu ou du niveau atteint (discussion dans laquelle une grande partie du débat à gauche s'est trouvée dans l'impasse).

Aucun lieu de lutte ne devient insignifiant, superflu ou impossible puisque notre objectif n'est pas la création d'un modèle stable au « bon niveau » (national, européen, régional, etc.) mais l'unification du mouvement socialiste partout où il défend les acquis de précédentes réalisations sociales.